Le Glaunec, Jean-Pierre, *L'armée indigène : la défaite de Napoléon en Haïti*, Montréal, Lux Éditeur, 2014, 288 pages

Nathalie Batrville

Volume 70, numéro 3, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039530ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039530ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Batrville, N. (2017). Compte rendu de [Le Glaunec, Jean-Pierre, *L'armée indigène : la défaite de Napoléon en Haïti*, Montréal, Lux Éditeur, 2014, 288 pages]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 70(3), 112–116.
<https://doi.org/10.7202/1039530ar>

consentement des interviewés à la diffusion des récits ou des mesures de soutien à leur offrir, compte tenu des thématiques abordées dans les entretiens.

Bien que certains aspects, comme les limites de la retranscription, qui ne sont peut-être pas aussi importantes que l'auteur le soutient, auraient mérité d'être approfondis, et que l'on dénote plusieurs erreurs dans les passages des entretiens cités en français, High livre une réflexion des plus pertinentes sur les possibilités et les défis de l'histoire orale. Le caractère mixte du projet, qui lui a permis de passer, sur la base du principe de partage de l'autorité – et donc du pouvoir d'interpréter –, du « connaître sur » au « connaître avec » (p. 9), a contribué à l'établissement d'une « nouvelle architecture du savoir » (p. 293). Conjuguant les objectifs de ses membres, *Montreal Life Stories/Histoires de vie Montréal* a offert aux chercheurs universitaires une plateforme de recherche d'envergure et aux personnes issues des communautés, une occasion de s'exprimer et témoigner, de mieux comprendre leur parcours individuel et familial, de (re)forger identités et appartenances et de s'outiller pour combattre l'oubli et le négationnisme. L'histoire orale révèle ici une fois de plus son rôle social, dont *Oral History at the Crossroads* se veut un manifeste.

DALE GILBERT, PH.D.
Dictionnaire biographique du Canada

Le Glaunec, Jean-Pierre, *L'armée indigène : la défaite de Napoléon en Haïti*, Montréal, Lux Éditeur, 2014, 288 pages.

Blessure inattendue, parfois lente, parfois subite, le traumatisme marque le corps ou l'esprit indéfiniment. Dans son ouvrage *L'armée indigène : la défaite de Napoléon en Haïti*, Jean-Pierre Le Glaunec accorde une place centrale au choc que représenta la bataille de Vertières pour la France, le 18 novembre 1803. Ce face-à-face scella la victoire des anciens esclaves de Saint-Domingue et força la capitulation de l'armée française, ouvrant la porte à l'indépendance d'Haïti et à la perte de la colonie la plus lucrative de l'empire français de l'époque.

Plutôt que d'écrire une histoire militaire qui retracerait chacun des moments de cet affrontement, l'auteur propose d'étudier la place qu'il occupe dans les mémoires collectives, en France comme en Haïti. C'est le

silence assourdissant de la France sur cette bataille qui pousse l'auteur à remonter à la blessure originelle, au traumatisme. Il mène cette enquête sur deux fronts : il épluche les archives de ce dernier épisode de la guerre d'indépendance, insistant notamment sur le « fantasme » génocidaire de l'armée française en Haïti, et s'attarde ensuite à la vaste étendue d'ouvrages, de documents et d'objets culturels et sociaux où s'inscrit et surtout où s'efface l'histoire.

L'objet de l'ouvrage ayant été établi au premier chapitre, les deuxième et troisième chapitres concernent les enjeux principaux et les moments clés de la Révolution haïtienne. D'emblée, l'auteur situe cette lutte dans le sillage de la Révolution française, la caractérisant de « Révolution "française" transplantée » (p. 38). Il rappelle en même temps, dans ce survol du paysage social, économique et politique de Saint-Domingue en 1789, l'importance, au sein du commerce triangulaire, des centaines de plantations de sucre et des milliers de plantations de café de la colonie, et surtout des dizaines de milliers d'esclaves enlevés chaque année au continent africain (p. 37). Enfin, il reconstitue la bataille de Vertières, qui tient son nom du poste que défendait le général Rochambeau et que les troupes indigènes dirigées par le général François Capois attaquèrent le matin du 18 novembre 1803.

Au chapitre quatre, Le Glaunec change de registre et sonde les dictionnaires, manuels et programmes scolaires, livres d'histoire, Mémoires, monuments et autres archives afin de retracer la disparition d'un mot : Vertières. Selon l'auteur, la France aurait occulté cette bataille d'abord afin de masquer les velléités génocidaires que ses troupes manifestèrent (p. 100) et ensuite parce qu'elle représentait un « face-à-face radical, effroyable et soudain avec l'envers de la relation coloniale – [...] la possibilité que le Code noir soit un jour remplacé par le Code blanc » (p. 101).

Après avoir débattu de la justesse de la notion de génocide au chapitre cinq, l'auteur examine en détail au chapitre suivant la « descente aux enfers génocidaires française » (p. 114), s'appuyant sur les correspondances de militaires français tel l'officier Pierre Thouvenot. Il montre comment déjà sous Leclerc, puis sous Rochambeau, l'armée napoléonienne passe d'une attitude paternaliste qui envisageait les rebelles noirs comme des brebis égarées, à une frustration grandissante devant leur insoumission, frustration qui devint assez rapidement « une volonté d'annihilation. » (p. 123) L'histoire culturelle se double à ce moment d'une analyse de la construction du racisme anti-Noir. Le Glaunec maintient que : « l'enjeu se résume

à la nécessité de pouvoir contrôler, de nouveau, *in fine*, le corps des Noirs. Le fouetter, le mutiler, le désirer, le violer, le faire travailler. [...] Et devant l'impossibilité de contrôler le corps des Noirs et d'effacer les mémoires, l'extermination apparaît comme la seule solution.» (p. 114)

Étant donné le désir de suprématie totale des autorités françaises, la liberté et l'autodétermination du corps noir en elles-mêmes susciterent une furie génocidaire. L'esprit insoumis, le Noir devait disparaître. Cette analyse aux accents hégéliens est l'une des contributions les plus pénétrantes de l'ouvrage.

Le Glaunec documente également comment les troupes françaises exécutèrent des prisonniers noirs par pendaison, par fusillade et par des noyades de masse (p. 69 et p. 78). Ces massacres soulèvent une question qui hélas demeure sans réponse : pourquoi parler de « fantasme » génocidaire plutôt que de projet ou de plan ? Pourquoi conceptualiser ce discours à travers une économie du désir ? Si le désir nourrit le régime administratif colonial, ce n'est jamais sans s'exercer aussi sur le corps. La transition du corps, au discours, à l'historiographie exige des outils pouvant s'adapter à chacun de ces objets. Or, la notion de fantasme, qui relève comme le traumatisme de la psychanalyse, a ses limites. De fait, l'oubli qui découlerait du traumatisme que fut Vertières est généré et maintenu par des institutions, des structures sociales et des idéologies. Le Glaunec expose ces dispositifs, insistant sur le programme de l'éducation nationale, et soulignant entre autres le rôle du mythe napoléonien (p. 95), mais les structures hégémoniques, voire simplement les intérêts auxquels ils obéissent au fil des ans, demeurent largement invisibles.

Par ailleurs, le terrain de l'inconscient est trouble. La notion de traumatisme admet certaines contradictions : tantôt le choc découle de la furie génocidaire des Français, tantôt du « renversement » dont ils seraient victimes. Dans son examen de l'affrontement, l'auteur compare l'expérience des troupes napoléoniennes à celle des esclaves de Saint-Domingue, de la traversée « réticente » de l'Atlantique aux difficultés d'adaptation immunitaire (p. 102-103). Seulement, cette équation perd tout son sens lorsqu'elle prend en compte une différence élémentaire : la servitude. Comment un Code blanc, par exemple, pourrait-il même être envisagé alors que l'armée indigène se battait pour l'abolition de l'esclavage ? Le Glaunec refuse habilement les fausses équivalences lorsqu'il pense la notion de génocide (p. 104-105), mais peine à cerner la spécificité de l'affliction physique et morale

des soldats et des dirigeants qui luttèrent pour le rétablissement de l'esclavage et la gloire de l'empire colonial français.

L'auteur perd aussi de vue les particularités de ce combat anticolonial lorsqu'il le subordonne à la Révolution française (p. 18, 23, 38, 46, 185 et 208) et fait des architectes de la Révolution haïtienne des «hommes et femmes des Lumières aptes à développer des idées politiques au même titre que les autres protagonistes de cette époque» (p. 41). Les révolutionnaires de Saint-Domingue forgèrent des idéaux et des pratiques qui germèrent dans la plantation et dont les racines sont multiples. La Révolution de 1789 joua certes un rôle déterminant dans les colonies, mais il aurait fallu, pour mener à bien cette lecture téléologique de l'histoire, situer les origines créoles et africaines de cette lutte (Michel-Rolph Trouillot, 1986 ; Linda Haywood, dir., 2002) et préciser que la réflexion des philosophes sur l'esclavage se caractérisait soit par l'indifférence, le paternalisme colonial, ou l'abstraction désincarnée de la notion de «liberté» (Michelle Duchet, 1971 ; Christopher L. Miller, trad. 2011).

L'auteur se tourne dans les trois derniers chapitres vers Haïti, explorant d'abord le travail de mémorialisation de la bataille de Vertières dans la littérature, les arts plastiques, la musique, le sport et la politique. Son analyse de la circulation du chant «Grenadiers, à l'assaut» est exemplaire des fines analyses symboliques et culturelles qu'il effectue tout au long de l'ouvrage. Il retrace dans le huitième chapitre différentes formulations du patriotisme haïtien, soulignant d'abord que les premiers chefs d'État, Christophe, Pétion et Boyer, ont d'abord assuré leur propre gloire. Puis, au fil du XIX^e et du XX^e siècle, le lent développement de l'Instruction publique d'une part, et l'instrumentalisation politique du nationalisme d'autre part, de Louis Borno jusqu'à François Duvalier, auraient ralenti puis accéléré la consécration de Vertières.

Pour terminer, l'auteur propose au dernier chapitre une visite de trois lieux : le fort Picolet, qui servit de base aux troupes indigènes lors de la bataille, le Fossé Capois, où serait enterré François Capois, et le poste de Vertières lui-même. Ici encore, la grille d'analyse semble parfois mal adaptée à la spécificité d'Haïti. L'auteur insiste sur la séparation entre pratiques mémorielles et religieuses : «On observe au fort Picolet un certain effacement – ou du moins une abstraction apparente – du souvenir de la guerre d'indépendance, qui cède la place à d'autres formes d'appropriation du lieu, essentiellement religieuses.» (p. 206) L'histoire culturelle exige une méthodologie variée ; l'insistance sur les appropriations

institutionnelles obscurcit les significations sociales et politiques des pratiques religieuses des classes populaires comme modes de mémorialisation, voire comme formes d'écriture de l'histoire (Stephan Palmié, 2002).

Pour conclure, il faudrait peut-être voir en *L'armée indigène* une reformulation du mythe républicain français qui intégrerait à la fois le fantasme génocidaire français et le combat anticolonial et antiesclavagiste de la Révolution haïtienne. Toutefois, au-delà de ce mythe, l'auteur construit un riche édifice où s'imbriquent les éléments constitutifs de la mémoire et de l'oubli, de l'Arc de triomphe à la poésie de Moïsson Coicou, en passant par la musicalité du nom du lieu lui-même : « Vertières, mot de neuf lettres à l'apparence anodine. Mot entêtant du fait de l'allitération du son "r" et de l'assonance du son "è". » (p. 85) Ce travail fondateur jette une lumière essentielle sur la construction de la race, l'élaboration de récits et de mythes nationaux, et les liens entre histoire et culture en Haïti comme en France. Il contribue ainsi à continuer de faire résonner le nom de Vertières à travers l'Atlantique.

NATHALIE BATRAVILLE

Chercheure postdoctorale
Dartmouth College

Lesueur, Boris, *Les troupes coloniales d'Ancien Régime. Fidelitate per Mare et Terras*, Paris, Éditions SPM, 2014, 527 pages.

Les troupes coloniales d'Ancien Régime ont mauvaise réputation. Les contemporains sont peu élogieux. Mais qu'en est-il en réalité ? Boris Lesueur tente de répondre à cette question dans son livre, *Les troupes coloniales d'Ancien Régime*, une version largement remaniée de sa thèse de doctorat, en se situant à la confluence des différents courants historiographiques dont témoigne son utilisation d'un vaste ensemble d'archives (Archives nationales, Archives nationales d'outre-mer, Service historique de la Défense) et en la replaçant dans un cadre plus vaste interrogeant la politique coloniale de la France.

Le plan s'articule autour de trois points thématiques : l'organisation structurelle des troupes (chapitres 1 et 2), les hommes, leur recrutement et leur insertion dans les colonies (chapitres 3 et 4) et les guerres coloniales qui mettent en scène ces fameuses troupes (chapitres 5, 6 et 7). La trame chronologique qui sous-tend son récit connaît elle-même trois